

CHRONIQUES

CULTURE :

La Vie Intellectuelle à Tunis

Le début de l'année 1959 a été marqué, à Tunis, par une activité intellectuelle particulièrement intense. Sans parler du théâtre et du cinéma — les Tunisois ont pu voir, ces derniers mois, presque en même temps qu'à Paris, les meilleurs films de la saison — sans nous arrêter aux séances de ciné-club ou de la Cinémathèque Tunisienne, aux programmes des Jeunesses Musicales ou des Concerts symphoniques, aux très nombreuses expositions de peinture et aux conférences organisées par l'Essor, l'U.G.E.T., le Centre d'Etudes de Carthage, l'Université Nouvelle, etc..., nous nous contenterons de signaler ici les réalisations qui nous ont semblé une contribution particulièrement originale au développement de la culture tunisienne d'aujourd'hui.

Le Comité Culturel.

Ce fut, tout d'abord, en mars dernier, la création d'un Comité Culturel. Ce Comité est appelé à coordonner et à promouvoir les diverses activités littéraires, artistiques, scientifiques pour « contribuer à l'essor de la vie intellectuelle et au progrès de la culture en Tunisie ». S'adressant d'une part au grand public auquel il proposera des conférences, des expositions, des concerts, d'autre part aux chercheurs des diverses disciplines qui seront conviés à des colloques et à des séminaires, le Comité Culturel a d'ores et déjà prévu la création d'un cercle, l'ouverture d'une bibliothèque et la publication d'une brochure qui annoncera le calendrier et le programme des activités.

Le Président de la République est Président d'Honneur du Comité Culturel, tandis que M. Mahmoud Messadi, Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale assume la charge de Président du Conseil d'Administration. Le Comité directeur, présidé par M. Abdesselem, directeur de l'Ecole Normale Supérieure, groupe des intellectuels tunisiens représentant l'éventail de toutes les activités littéraires, philosophiques,

artistiques et scientifiques. La *Maison des Associations Culturelles*, siège du Comité, a été inaugurée officiellement par le Président de la République, le 11 avril dernier. Au cours de la cérémonie, M. Ahmed Abdessellem prononça une allocution où il définit le programme d'action du nouveau groupement : « Notre but, affirma-t-il, est de créer une vie culturelle dans ce pays. Nous permettons aux associations culturelles de s'épanouir, d'exercer des activités efficaces et profitables (...). Je tiens à préciser que cette Maison est ouverte aux étrangers de toutes tendances et de toutes confessions car la culture est au-dessus de toutes autres considérations (...). Ce que nous voulons, c'est une culture tunisienne, arabe et islamique, ayant une fenêtre ouverte sur toutes les autres civilisations. Nous sommes contre l'isolement et nous accueillons avec chaleur tout ce qui est de nature à rapprocher les hommes (...). Nous nous occuperons particulièrement de l'esprit du peuple, car nous devons l'éclairer et lui montrer que nous ne formons pas de classes séparées ». La séance inaugurale de la *Maison des Associations Culturelles* fut marquée, en outre, par un concert oriental, donné par le Conservatoire de Musique Tunisienne, et le vernissage d'une exposition : vingt-cinq ans de peinture tunisienne.

Depuis son ouverture, la Maison des Associations Culturelles a accueilli diverses manifestations de la vie intellectuelle et artistique : colloque sur la culture maghrébine, avec la participation de personnalités tunisiennes, algériennes et marocaines, conférence-débat sur la peinture et ses rapports avec la vie sociale, séance de musique tunisienne, causeries de médecins, d'ingénieurs, de techniciens, etc... La plus importante de ces activités fut le Colloque Maghrébin d'Ophthalmologie dont on pourra lire un compte-rendu détaillé dans une autre chronique.

L'Union des Chercheurs Scientifiques Tunisiens.

C'est également au début de cette année 1959 qu'on a appris la création d'une Union des Chercheurs Scientifiques Tunisiens. Cette association a son origine dans l'Union qu'avaient constituée de jeunes intellectuels tunisiens poursuivant leurs études en France. Une Assemblée Générale de l'Union s'était récemment tenue à Paris pour procéder à une modification des Statuts et à l'élection d'un Comité Directeur provisoire composé de MM. Béchir Torki, Mohamed Talbi, Mongi Hamza. L'Union des Chercheurs Scientifiques Tunisiens dont le siège est maintenant transféré à Tunis a pour but « d'œuvrer au développement de la recherche scientifique en Tunisie ainsi qu'à la création, des conditions matérielles et culturelles propres à assurer une pleine indépendance au chercheur. A ce titre, l'Union se doit de prendre position sur les problèmes relatifs au rapport de la recherche

avec l'université. Elle se doit d'œuvrer à la mise en place d'un statut des chercheurs garantissant à ceux-ci l'indépendance matérielle et intellectuelle sans laquelle il ne peut y avoir de vraie recherche scientifique. Elle se doit enfin de multiplier les initiatives de nature à faire prendre conscience aux autorités publiques et à l'opinion de l'importance que présente pour le patrimoine culturel du pays, une recherche scientifique vivante et féconde ».

Débats et Conférences.

Parmi les activités culturelles de ces derniers mois, signalons également une conférence-débat sur la littérature arabe moderne. Devant un public composé en majeure partie de professeurs et d'étudiants, M. Régis Blachère, professeur à la Sorbonne, et M. Mahjoub Ben Milad, directeur de l'Ecole Normale d'Instituteurs de Tunis, se livrèrent à un échange de vue d'autant plus intéressant et vivant qu'il se fit sous la forme d'une conversation très libre et amicale entre deux intellectuels dont le premier est l'un des plus éminents spécialistes européens des langues orientales, l'autre un Tunisien, agrégé d'arabe et licencié de philosophie de l'Université de Paris.

Quelques jours plus tard, M. Albert Hourani, professeur d'Histoire Moderne du Proche-Orient à l'Université d'Oxford, étudia le développement des idées politiques et sociales dans le monde arabe, pendant le XIX^e siècle. C'est la grande période du mouvement réformiste islamique durant laquelle les courants de pensée européens pénétrèrent dans la conscience arabe qui constituait le sujet des exposés de M. le Professeur Hourani. Après un tableau d'ensemble sur l'évolution générale de la pensée en Egypte et en Syrie, au cours du siècle dernier, le conférencier analysa successivement la vie et l'œuvre de Rifâ At-Tahtâwi, Jamal Eddine Al-Afghâni, Mohamed Abduh, Rachid Ridha, Shibli Shumyyal et Farah Antoun. Quand on sait l'influence qu'exercèrent en Tunisie les divers courants du réformisme musulman, on saisit l'intérêt des conférences de M. Hourani pour une meilleure connaissance de l'histoire et de la culture tunisiennes.

Une autre contribution à cette connaissance fut le Séminaire organisé à Tunis, du 20 au 25 avril par le Centre d'Etudes Historiques de l'Institut des Hautes Etudes sous le patronage de M. le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale qui présida la séance inaugurale. Au cours de ce séminaire, dont le thème principal était « Quelques aspects des relations entre la Tunisie et l'Est du Bassin Méditerranéen », un certain nombre d'historiens tunisiens et français vivant en Tunisie firent, chacun dans son domaine, un exposé correspondant à ce thème général. Comme le précisa à la séance d'ouverture l'organisateur du séminaire, M. André Raymond, Maître de Conférences à l'Institut des Hautes Etudes, il ne pouvait s'agir de traiter la question de façon exhaustive mais

simplement de « poser des jalons » pour éclaircir des problèmes très importants dans l'évolution de la Tunisie, et attirer l'attention du public sur les recherches que l'on poursuit actuellement dans ce domaine. En effet, alors que les nouveaux programmes d'histoire, introduits par la récente réforme de l'enseignement, donnent une large place à l'histoire de la Tunisie, il faut souhaiter que, de plus en plus, de jeunes chercheurs tunisiens s'attachent à étudier le passé de leur pays, encore si mal connu.

Les conférenciers qui prirent successivement la parole, au cours du séminaire, traitèrent les sujets suivants : l'influence de la peinture hellénistique sur l'art de la mosaïque en Afrique au II^e et III^e siècle après Jésus-Christ (M. Louis Foucher, Conservateur du Musée de Sousse); persistance jusqu'à la chute de Carthage des influences orientales dans l'architecture punique (M. Alexandre Lezine, Maître de recherches au C.N.R.S.); points de vue sur la reconquête byzantine de l'Afrique du Nord (M. Charles Saumagne); l'Ifriqiyya et l'Orient avant l'avènement des Aghlabites (M. Mohamed Talbi, Assistant à l'École Normale Supérieure), la Crète dans le conflit entre El-Mo'izz et Byzance au X^e siècle (M. Farhat Dachraoui, Agrégé de l'Université); l'évolution des relations entre la Tunisie et l'Empire Ottoman du XVI^e au XIX^e siècle (M. Robert Mantran, Maître de recherches à l'Institut des Hautes Etudes); Tunisiens et Maghrébins au Caire à la fin du XVIII^e siècle (M. André Raymond, Maître de Conférences à l'Institut des Hautes Etudes).

Le Séminaire Culturel International « Science et Liberté ».

Nous terminerons ce tour d'horizon en nous arrêtant un peu plus longuement sur le séminaire international qui fut organisé à Tunis du 13 au 18 avril, par le *Congrès pour la Liberté de la Culture*. On sait que cet organisme, bien connu en France et dans les pays de langue française par la revue *Preuves*, est présidé par Karl Jaspers, Salvador de Madariaga, Jacques Maritain, Reinhold Niebuhr, Bertrand Russell. Réunissant dans son Comité exécutif des professeurs, des écrivains, des artistes tels que Denis de Rougemont, Nicolas Nabokov, Raymond Aron, Ignazio Silone, etc..., il exerce ses activités depuis juin 1950.

Le but essentiel du Séminaire organisé cette année sous les auspices du Comité *Sciences et Liberté* qui est une des filiales du *Congrès pour la Liberté de la Culture*, était d'étudier le rôle de l'Université dans les pays nouvellement indépendants. Le fait que la Tunisie ait été choisie pour ce séminaire, organisé d'ailleurs en collaboration avec l'*Université Libre* de Tunis, tient justement à ce que ce pays est le type même d'un pays africain qui se développe rapidement et dans lequel on prévoit la création prochaine d'une Université Nationale. Dès la séance d'ouverture, M. Mahmoud Messadi, Secrétaire d'Etat à

l'Éducation Nationale, évoqua cette perspective, en présentant aux congressistes les réalisations et les plans du Gouvernement Tunisien dans le domaine de l'enseignement. Il souligna également « la parfaite communion d'idées » qui existe entre la Tunisie « engagée depuis son Indépendance dans une fervente entreprise de reconstruction de l'Homme » et tous ceux qui, dans le monde, poursuivent sans relâche la réalisation du même idéal, en proclamant la dignité et le destin spirituel de la personne humaine.

« De par sa position géographique et son histoire, jetée au centre du bassin méditerranéen comme un pont entre l'Orient et l'Occident, recevant de siècle en siècle le flux et le reflux de l'Esprit soufflant de l'Est et de l'Ouest, la Tunisie se sent comme une vocation privilégiée pour favoriser d'aussi nobles tentatives. Manifestant, dès les premiers âges, une primordiale participation à tous les échanges et à tous les contacts de peuples et de civilisations, depuis les Phéniciens, les Grecs, les Romains, jusqu'aux Arabes, aux Vandales, aux Turcs et aux Français, cette terre a été marquée par la destinée historique pour être plus qu'un lieu de passage de tant de mouvements de peuples : un point d'accueil et de refuge, dans le flux et le reflux des invasions, un creuset où tant de races se côtoient, se fondent, se retrempe et se fécondent. Elle conserve des témoignages des écrivains les plus divers, de Tertullien et de Saint Augustin à Ibn Khaldoun, et garde les traces des croyances les plus variées (...). Ce destin qui tient surtout à une position géographique mais qui a fini par façonner et marquer pour toujours l'âme même du pays, a été encore accentué par les événements du monde contemporain et par l'intensification des échanges que permettent toutes les techniques du monde moderne ». (1)

C'est par l'étude des langues et des littératures étrangères, par l'élargissement du cadre des études historiques et géographiques qu'on perçoit « l'étroite solidarité des cultures, le sens de la durée historique et l'évolution des grands faits de civilisation humaine, ainsi que l'interdépendance des phénomènes économiques et sociaux dans un monde de plus en plus solidaire » (2). Les séances qui se succédèrent durant tout le Séminaire furent l'occasion de constater à maintes reprises cette solidarité entre les peuples. De longs rapports furent consacrés à la situation présente des Universités dans le monde arabe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique centrale et occidentale, en Afrique du Sud. Au cours des débats, les congressistes firent face à une double exigence : la nécessité de former rapidement les cadres des pays neufs d'une part, et d'autre part la volonté de maintenir un niveau élevé à l'enseignement, en favorisant la recherche scientifique. Par ailleurs, la formation des cadres impliquant

(1) Discours inaugural de M. Mahmoud Messadi au Séminaire Culturel International *Sciences et Liberté*, Tunis (13 avril 1959).

(2) *Ibid.*

une corrélation étroite entre l'Université et l'Etat, la question se posa de leurs relations mutuelles et des dangers qui risquent toujours de menacer les libertés intellectuelles, du fait des interventions ou des pressions du pouvoir politique : c'est ainsi qu'a germé l'idée d'une Université Arabe libre dont la suggestion a été faite par M. Cecil Hourani.

L'un des thèmes principaux de discussion, au cours du Séminaire, fut l'impossibilité devant laquelle se trouvent certains pays d'utiliser la langue nationale comme seule langue d'enseignement. L'un des membres de la délégation tunisienne, M. Lamine Chabbi, définit en ces termes la position de son pays en face de ce problème :

« Le Gouvernement de la République a déjà opté pour le bilinguisme dès l'enseignement primaire. Le problème semble donc résolu pour l'enseignement supérieur. Il y a lieu de préciser néanmoins que si l'on peut envisager un enseignement national unilingue au niveau du primaire et du secondaire avec les risques et les avantages que cela comporte, il n'en n'est pas de même pour l'enseignement supérieur où la langue d'enseignement dépend strictement de la bibliothèque de travail, devenue pratiquement incommensurable de nos jours. Ce n'est pas que la langue arabe ne soit pas apte, après quelques adaptations, à dispenser un enseignement supérieur dans tous les domaines. La langue arabe, qui a été pendant de longs siècles une langue de civilisation mondiale, n'est pas en cause. En réalité, ce qui est en cause, c'est la situation culturelle des peuples de langue arabe. La sagesse — il faut avoir le courage de le dire — commande que la langue de l'enseignement reste le français ». (3)

De la même façon, le Dr Tapar montra la nécessité, pour l'Inde, d'employer l'anglais, mais aussi la coupure que cette nécessité engendre entre la masse populaire et les universitaires.

Enfin, le Séminaire se préoccupa du rôle politique des intellectuels dans les pays neufs. Presque tous les participants estimèrent que l'intellectuel, dans les pays insuffisamment développés, ne peut pas se permettre de rester en dehors de la vie politique. Son devoir est au contraire de participer étroitement à l'éveil et à l'essor de son pays dont il est, plus que tout autre, responsable.

Tels furent les principaux thèmes évoqués lors du Séminaire Culturel qui avait réuni à Tunis 25 universitaires appartenant à 14 nations différentes. Cette rencontre permit aux intellectuels tunisiens qui représentaient leur pays, d'exposer à plusieurs reprises leur point de vue sur cet humanisme arabe moderne auquel M. Mahjoub Ben Milad consacra son intervention, à la séance de clôture du Congrès.

Tous les participants trouvèrent également, dans cette rencontre, selon le mot de M. El Fani, Président de l'Université Libre de Tunis, « une occasion exceptionnelle de mettre à l'épreuve leur façon de juger et de penser, et de prendre conscience des valeurs intellectuelles des autres. »

Michel LELONG.

(3) Dans *La Presse* (16 avril 1959).

Le « Malade Imaginaire » sur les planches à Tunis

A qui veut mesurer le degré exact de l'évolution moderne de la Tunisie, une représentation théâtrale offre un document de premier ordre. Et quand il se trouve d'aventure que la pièce soit une comédie de Molière, que par surcroît elle soit traduite en arabe littéraire, elle suscite un intérêt d'autant plus vif qu'elle suggère à l'esprit un certain nombre de motifs d'appréhension : la traduction ne va-t-elle pas donner le coup de grâce à Molière et à la langue arabe à la fois ? La prétention d'arabiser Molière sans le déformer n'est-elle pas une gaucherie ? Arabisation de Molière, francisation de la langue arabe, ces deux mots qui jurent ensemble ne mesurent-ils pas la difficulté de l'entreprise ?

Le scepticisme se renforce quand s'affiche la volonté de rendre en sa forme originale la puissance comique de Molière. Sa langue qui a su faire rire les honnêtes gens ne recule pas, en effet, devant les effets de gros rire, par les contrastes de caractères, le comique de situations et de gestes, par le comique des mots. Une langue du 17^e siècle est-elle susceptible d'être prise en charge telle quelle par une langue sémitique dont l'allure réputée solennelle semblerait, aux yeux d'un bon nombre, destinée à se réserver plutôt pour les sujets graves et sérieux ?

Ayant eu l'honneur d'assister à la représentation du *Malade Imaginaire* donnée le jeudi 14 mai au théâtre de Tunis, nous prendrons la liberté d'apporter ici à ce problème délicat notre témoignage de spectateur.

A la question précise : Molière s'est-il fait arabiser malgré lui ? nous répondrons par un non catégorique. Le Molière que nous avons vu sur la scène tunisienne était bien le vrai Molière. Les médecins, les apothicaires, les chirurgiens, les porte-seringues étaient du 17^e siècle et non du 20^e. Argan s'appelait Argan et non Mohammed Agrebi. Thomas Diafoirus avait tenu à son nom latin et n'avait pas laissé paraître un instant que les ancêtres de « Morali » devaient avoir des lettres grecques. Béralde ne s'était pas métamorphosé en Ben Jeddou. Nous avons même repéré un certain acteur qui devait à je ne sais quelle hérédité une prestance très dix-septième.

Il y a chose plus surprenante encore. Non seulement la langue arabe s'était volontairement abstenue d'arabiser Molière et de le faire naître en quelque coin de la péninsule arabique, mais elle avait consenti ce soir-là à un sacrifice des plus méritoires et s'était laissé latiniser. Si le latin fantaisiste de Molière a une force comique évidente, l'arabe latinisé était une innovation linguistique d'un effet irrésistible. La scène de la consécration du *Malade imaginaire* comme médecin auprès de la Faculté était à cet égard un spectacle haut en couleur et qui déchainait dans le public une hilarité incompressible. Le « juro » du bachelierus était devenu un « Aqsamtuhus, aqsamtuhus » qui avait une solennité égale aux circonstances. Le « clys-

CHRONIQUES

terium donare, postea seignare, ensuite purgare » était devenu un « *tubâcharâ bil-h'ûqnatum wa bu'ad al-fasadum, wa fil-khilâm musulhulûm* » d'un charme inégalé. Le scrupule de fidélité au modèle avait été poussé si loin que le « *Optime* » approbateur avait été adopté tel quel et confié à la voix la plus caverneuse de la Tunisie et sans doute de tout le bassin méditerranéen.

Vient ensuite une question plus délicate : la langue arabe a-t-elle été gagnée par la contagion de la francisation et a-t-elle renoncé quelque peu aux ressources de son génie propre ?

Nous ne le pensons pas. Elle s'est pliée au contraire avec souplesse aux exigences des différents dialogues. Elle a su être simple et familière dans les rôles qui l'exigeaient (celui de Toinette, par exemple). On sait par ailleurs quelle admirable aisance elle possède pour évoquer la docte gravité des médecins et des apothicaires.

Il nous faut cependant nous méfier des simplifications : ni arabisation de Molière, ni francisation de la langue arabe, serait-ce à dire que Molière n'ait absolument rien gagné à se faire adopter par le théâtre tunisien ? Il y a gagné cette chose étonnante : une double nationalité. A la réflexion, on en conviendra sans peine, il était inmanquable que tout Molière qu'il fût, il n'échappât pas plus que d'autres à une certaine « tunisification ».

Ses costumes avaient trouvé grâce aux yeux d'une administration municipale compréhensive : ils étaient bien de leur temps et de leur lieu, et Molière ne les aurait pas reniés. Le metteur en scène avait d'ailleurs puisé aux meilleures sources de documentation, et n'avait épargné aucune précaution pour leur réalisation : les acteurs portaient bien des costumes entièrement tunisiens, mais du 17^e siècle parisien.

Cette honnête « tunisification » ne pouvait toutefois s'arrêter au vernis extérieur. Et nous avons pu noter maintes et maintes adaptations de détail dans les procédés et les gestes qui évoquaient un monde, le monde qui nous est ici familier. Il faut le faire remarquer, c'est Thomas Diafoirus qui a dû payer la note la plus lourde aux nécessités locales. A peine débarqué, il a été envoyé sur l'heure à l'école coranique et en est revenu avec une façon de perroquet du plus beau style. Les tirades savantes qu'il débitait à une allure qui défie les épithètes étaient d'un effet comique extraordinaire. Comment en douter, si Molière avait connu les merveilleuses ressources de la langue arabe, à ce point de vue, il n'aurait pas manqué de faire un stage au Kouttab...

S'il faut nous risquer dans un jugement plus général, nous dirons en toute objectivité que le théâtre tunisien nous est apparu ce soir-là comme ayant atteint, toutes proportions gardées, un sommet. Nous nous compromettons d'autant plus volontiers dans cette affirmation que nous en avons connu les premiers balbutiements. Nous avons vu, vers 1930, de courageux pionniers croire, dans la solitude, à la vocation théâtrale de la Tunisie, et se risquer dans des représentations

difficiles : Le Médecin malgré lui, Hamlet, Majnoun Leila, etc... Ni les difficultés de la mise en scène, ni les imperfections dans le choix des habits et des décors, ni le manque de sûreté de l'évolution des artistes sur la scène, ni leurs déficiences sur le plan de la culture n'avaient pu entamer leur résolution. De l'élan neuf d'aujourd'hui, l'ancien théâtre tunisien était déjà une sorte de préfiguration.

Si on veut aller au fond des choses, il faut, pensons-nous, attribuer le niveau actuellement obtenu à deux créations originales qui ont permis au théâtre tunisien d'user à pleines chances de ses ressources : nous voulons parler de l'Ecole d'Art Dramatique et de la Troupe Municipale.

De la première, nous avons pu, dans le cadre de la représentation du Malade imaginaire, mesurer l'efficacité. Sans préjuger de l'étoffe des acteurs ni de leurs possibilités ultérieures qui semblent prometteuses, la vérité oblige à reconnaître que l'on peut distinguer aisément, sur le plan de la diction, ceux qui ont bénéficié d'une formation. L'articulation des autres gagnerait certainement à être travaillée méthodiquement. Exigence d'autant plus impérieuse qu'à nombre de spectateurs — le public féminin y est nombreux — beaucoup de nuances en arabe littéraire sont exposées à échapper.

La seconde création, celle d'une Troupe Municipale, a une portée lointaine qu'il est bon de signaler. Certes, un acteur doit toujours rester un « amateur » dans le sens le meilleur de ce mot, mais il est évident qu'un art aussi exigeant que le théâtre est brouillé de naissance avec les improvisations. Il gagne toujours à devenir la chose la plus noble qui soit : un métier. Les sommets de l'art ne sont pas atteints sans une certaine contrainte et un long apprentissage. Un acteur qui possède à fond son rôle est libéré à un degré qui permet au naturel de donner sa vraie mesure. Or, l'arabe littéraire a des exigences redoutables. Chez les acteurs d'antan, cette langue apparaissait à la première audition comme une langue d'emprunt. Les acteurs d'aujourd'hui la manient vraiment comme leur langue.

La Municipalité de la Capitale, en dépit des exigences actuelles de l'urbanisme, a donc tenu à consacrer un budget particulier à un effort artistique désintéressé. Elle mérite reconnaissance pour les raisons élevées qui lui ont dicté ce geste. Elle a manifesté par là le souci qui l'anime de permettre à la vocation théâtrale de la Tunisie de tenir le rang qui lui revient dans le monde. Et elle a compris que le cinéma a rendu au théâtre ce service signalé de ne plus pouvoir se survivre que par la qualité. Le résultat, pour nous, est certain; nous ne voyons pas pourquoi une troupe comme celle que nous avons pu évoluer ce soir-là ne pourrait pas un jour se produire en d'autres capitales, voire à Paris.

Je rêve au jour où l'on comprendra enfin que la langue arabe a, depuis sa naissance, la science du rire, mais que s'étant mise un jour à l'école de Molière, elle a réussi cette chose paradoxale d'apprendre aussi à rire en français.

La Capitale en Chantier

La traversée de Tunis est devenue une petite aventure. Le piéton désemparé se fraie un chemin entre les chaussées béantes et des trottoirs pareils à des lignes fortifiées. Et l'automobiliste, refoulé de partout par les rouleaux-compresseurs, se perd dans un dédale de ruelles jusqu'ici inconnues au monde des voitures. La capitale est en chantier, la capitale mue. Ainsi, tout familier de Tunis, depuis des mois déjà, fait le compte de ses dépaysements quotidiens. Et si, au début, il était possible, à s'en tenir aux faits, de douter qu'il y ait là plus que de rapides corrections de détail au visage de la ville, le doute maintenant n'est plus permis : il s'agit bien de tout autre chose.

Un projet total.

En fait, ce qui se dessine chaque jour davantage sur l'anatomie de Tunis, et ce qui nous est révélé en projection sur l'avenir dans les bureaux de la Municipalité, c'est un projet total : faire de la ville une capitale pour son temps.

Au vrai, toute une partie de Tunis était déjà urbanisée : l'entre-deux-guerres avait imposé pour les constructions nouvelles des normes rationnelles fort prudentes, le Boulevard Mohammed V le prouve autant que le Belvédère, et de même plusieurs quartiers neufs en lisière de la ville. Mais, d'une part, les prestations artistiques de cette période d'avant-guerre restèrent dans l'ensemble fort médiocres, le modernisme ayant, pour parler comme les bons auteurs, fâcheusement étouffé le moderne; et d'autre part, l'ancienne ville, qui avait le malheur de préexister, fut loin de bénéficier des mêmes soins. Tunis devint ainsi, après plusieurs autres villes d'Afrique et d'Asie, une cité curieusement dissymétrique, vivante juxtaposition de deux mondes. Pas complète d'ailleurs, et la contagion de l'habitat européen dans la médina, aboutissant à des îlots ou des constructions isolées parfaitement modernes, pose pour l'avenir un problème fort délicat, si l'on veut récupérer tout ce qui peut l'être.

C'est donc devant des problèmes de première urgence que la nouvelle Municipalité se trouva placée dès l'abord, et c'est eux qu'elle s'attacha à résoudre sur-le-champ. Priorité fut donnée aux mesures d'hygiène : balayage quotidien de toutes les rues de la médina, puis entreprise d'évacuation des eaux usées de plusieurs quartiers périphériques qui étaient totalement dépourvus d'exutoires. Ceci néces-

sitait l'installation de tout un réseau supplémentaire d'égoûts, qui se trouve maintenant déjà fort avancé sur la voie de l'achèvement.

Mais en même temps, les Ediles décidaient de se faire la main pour l'avenir, un avenir déjà planifié, en s'attaquant à quelques projets de plus facile réalisation immédiate.

L'âge de ses artères.

Comme tant de villes millénaires, Tunis était cintrée dans ses remparts comme dans un corset. Ici, ils étaient même de double épaisseur : la petite ceinture et la grande. C'était une situation qui ne pouvait se maintenir indéfiniment, et quelques regrets qu'en aient les amateurs de vieilles choses, les portes bâties au début du 18^e siècle par l'ingénieur hollandais Hombert devaient tomber avec leurs remparts, exception faite de Bab Saadoun. Les remparts, d'ailleurs, se révélaient précieux une fois abattus : leur suppression permettait de doubler les boulevards du pourtour de la ville. Il y a deux ans que les travaux ont commencé, et aujourd'hui, de larges tranches de cette entreprise sont réalisées : on roule agréablement à sens unique de Bab Saadoun à la Porte du Miel, et, en face, jusqu'à Bab el Allouj. Lorsque la Porte Sidi Kassem sera atteinte, une opération de décongestionnement d'une certaine envergure aura été réalisée. Le prolongement jusqu'au jardin public de Bab Gorjani est d'ailleurs prévu également, dans un délai ultérieur.

Ceci fait, il reste le problème principal de la circulation : le trafic dans la ville même, vrai cauchemar de l'automobile, et qui serait devenu de jour en jour plus hallucinant, étant donné l'augmentation actuelle du nombre des véhicules : s'il est vrai que les villes, comme les hommes, ont l'âge de leurs artères, Tunis était bien proche de l'asphyxie.

C'est une opération en deux temps qui permettra de la revitaliser.

La première phase a surtout consisté en travaux de grignotage : sans l'attaquer vraiment, on a rogné sur la médina. Des démolitions de portes, Bab Sidi Abdallah, Bab Sidi Kassem, ont supprimé des étranglements, des carrefours dangereux, d'in vraisemblables entrées de ville. C'était encore périphérique : une fois ce cap passé, les petites rues du vieux Tunis se nouaient devant vous. Aussi, des récupérations partielles, à la rue des protestants, à Bab Gorjani, à l'avenue de Londres, à la Casbah, ont-elles permis d'élargir, de créer de toutes pièces des tronçons de route. Des alignements de maisons ont dégagé les trottoirs et remis le piéton à sa place d'honneur, ainsi rue Chabbi ex-4^e Zouaves), puis tout récemment à Bab Djedid. Un nouveau marché a été ouvert à Bab Djedid encore, et d'autres sont en projet qui laisseront, il faut l'espérer, plus de chaussée aux véhicules. Une mise en place systématique de trottoirs (le Conseil Municipal a voté 100.000

mètres carrés de trottoirs pour cette année), la suppression rapide des rails de trams et la création de parkings là où c'était possible, comme à la rue des Protestants, achèvent cette première étape du rajoutissement de Tunis.

La seconde phase de l'opération, déterminante celle-là, c'est dans les mois qui viennent que les Tunisois la verront se dérouler. Car il n'était pas possible d'éviter les coups de scalpel : la récupération de terrains vagues, de cimetières désaffectés, les alignements, les trottoirs neufs ne pourront jamais à eux seuls créer, pour prendre un exemple particulièrement éloquent, une voie d'accès de Bab Souika à Bab Saadoun. Pour que Tunis vive, il fallait que la vieille ville ne soit pas seulement grignotée sur les bords, mais entamée, morcelée rationnellement.

Dans cette perspective, le principal projet, sur lequel débouche la mise en condition actuelle des rues de Londres et de l'Alfa, est de transformer Bab Souika en centre nerveux d'une particulière vitalité comme sa situation privilégiée y invite. La place, elle-même largement évasée dans le projet, commanderait un boulevard en direction de Bab Saadoun, un autre qui grimperait vers les Ministères, ainsi que la rue de l'Alfa élargie et peut-être ultérieurement une percée de Haf-faouine sur ce qui fut la porte Sidi Abdesslem.

Des plans précis ont aussi été dressés pour Bab Menara, pour une importante avenue reliant Bab Gorjani à Bab Djedid par la Place aux chevaux, pour une liaison Bab Carthagène-la Hafsia. Point plus délicat, la percée de la Casbah est aussi à l'étude.

Une capitale habitable.

Or, tout ceci a une importance qui dépasse la seule reconstitution du réseau artériel de Tunis. Car c'est aussi un projet qui peut permettre une urbanisation conséquente de la ville, les percées entreprises autorisant, dans les périmètres récupérés, la construction de nouveaux bâtiments, d'écoles, des divers services publics indispensables, et surtout d'habitations. Sur ce point, il est permis d'espérer, au vu des plans de la Municipalité, qu'on évitera la tare principale des travaux de Haussman à Paris, au siècle dernier, lesquels avaient abouti à rejeter les moins bien lotis des Parisiens dans des conditions de vie plus précaires encore aux abords de la cité. Il n'est plus possible actuellement de prévoir un plan d'urbanisme sans habitat, les premiers bénéficiaires d'une modernisation devant être, on le pense bien, les propres habitants de la ville.

A Tunis, on s'en occupe. On admet bien, à la Municipalité, que l'opération habitat a été momentanément déphasée, suivant les termes mêmes employés par le brain-trust de l'urbanisme. De fait, il est difficile de citer pour l'instant de grandes réalisations d'ensemble de loge-

ments sur le périmètre de Tunis, en dehors d'une partie de Mélassine et du Borgel-village, expérience d'ailleurs assez limitée. Il faut ajouter que le problème du logement est ici complexe. Dans sa dernière session, le Conseil Municipal estimait à 20.000 familles au minimum les mal logés de Tunis. Mais à côté des taudis urbains et suburbains, il y a encore des appartements vides dans la nouvelle ville. De toute façon les plans actuels prévoient de larges zones d'habitations à construire. On les souhaite fort loin du style cher aux promoteurs des « maisons ouvrières » de l'Europe des années vingt-cinq.

L'oxygénation des Tunisois, elle, est en bonne voie. En ce moment même, de véritables oasis sont aménagées au centre de la ville, qui manquait particulièrement d'espaces verts. Il y avait, certes, le Belvédère, mais il ne mordait pas sur la zone intérieure à la ceinture. Cette année, il y aura d'ancien cimetière israélite, transformé en jardin à la française. Il fait plus de six hectares, et se trouve à deux pas de la vieille ville. A une autre extrémité de Tunis, Bab Gorjani, cimetière désaffecté lui aussi, donnera un air de campagne aux internes de l'Ecole Normale voisine : le jardin anglais, première tranche du projet, sera terminé sous peu. Pour bientôt, on prévoit un jardin à la française contigu, avec terrains de sport et un théâtre de verdure. A ces deux trouées, qui changent déjà la physionomie de leurs quartiers, il faut ajouter tous les refuges de verdure parsemés au long des places : place d'Espagne, place du Marché aux Grains, place du Gouvernement, carrefour avenue Bourguiba-Boulevard Mohammed V, et, plus considérable, l'aménagement en square du terrain récupéré à la rue des Protestants. Ces dernières semaines, la place Bab Carthagène et même la minuscule place du Souk aux Sacs, au bout de la rue El Marr, ont entamé leur métamorphose. La Place du 7 mai, débarrassée de ses rails, n'attendra pas longtemps son tour.

S'il fallait un encouragement à ceux qui ont voulu donner tout son sens au nom historique de Tunis-la-Verte, les Tunisiens viennent de le leur offrir spontanément. Dès avant l'achèvement des travaux, dès l'installation des premiers bancs, les jardins publics neufs étaient envahis par le Tout-Tunis endimanché : marmots et jeunesse en tête et commères des quartiers populaires pas les dernières à s'asseoir aux premières ombres des palmiers transplantés.

On parlait de terrains de sport. Là, les projets de la Municipalité sont ambitieux. Si les promesses sont tenues, la jeunesse tunisoise a des chances d'être, dans quelques années, une des plus choyées pour l'accession aux délassements vigoureux. Il y aura des stades de quartier, et bien d'autres choses dont on préfère laisser la surprise à la jeunesse qui les découvrira bientôt sans doute.

Reste l'équipement proprement fonctionnel de la ville. L'installation des nouveaux abattoirs, hors de Tunis, comme il se doit logiquement, n'est plus qu'une question de mois. Des bâtiments administratifs supplémentaires sont prévus dans les espaces libérés par les

CHRONIQUES

mardeaux-piqueurs. De nouvelles écoles également, car les besoins ne cessent de croître. L'Institut Ibn Khaldun, dont la dernière aile sommeillait, est d'ailleurs en voie d'achèvement. Juste en face, à l'abri derrière un mur de pierre, une école d'électricité s'achève.

Devenir Tunis.

On ne doutera plus, au simple énoncé de ce qui précède, que le projet soit vaste, et semé de quelques embûches. Non tant que le coût en soit exorbitant : la Municipalité est décidée à mettre le prix pour une entreprise qu'elle juge primordiale sur le plan social. Un emprunt est annoncé par le Conseil municipal, qui élargira les possibilités du budget ordinaire. Pas plus, on ne peut croire que beaucoup des idées avancées par les techniciens soient irréalisables à l'heure actuelle. Tunis, c'est entendu, n'a pas partout un sol de fondations idéal, mais malgré le souvenir de mémorables histoires de pieux de construction enfoncés loin en terre dans la zone du port, et jamais retrouvés, les réalisateurs sont optimistes sur le plan technique.

Le danger pourrait être ailleurs : ce serait de transformer Tunis en ville invertébrée, sans caractère, interchangeable avec une quelconque métropole du Nouveau Monde. Car, il faut bien détruire, mais tout ne doit pas l'être. Il faut construire, mais pas n'importe quoi.

Il paraît bien qu'en prend des précautions pour que ces deux propos soient à Tunis effectivement mis en œuvre. Les projets de détail sont examinés avec précision, soumis aux historiens les plus au fait de la valeur historique des monuments antiques. Ainsi était-il impossible de conserver sur place une porte comme Bab Menara, la plus ancienne, dit-on, de la ville. On n'en fera pas le sacrifice total pour autant. Il est sérieusement question de la remonter pierre par pierre au jardin du Bardo, qui, décidément, devient chaque jour davantage une anthologie de la vie tunisienne des temps jadis. Plus heureux encore, le mausolée de Sidi Gelisi, effacé jusqu'à présent derrière les remparts de Sidi Kassem et des constructions parasites, sera bientôt l'ornement principal d'un petit terre-plein bordant le nouveau boulevard. De même, la précieuse Dar Sidi Abdallah doit être entièrement dégagée, et reliée directement à Bab Djedid, par la rue des Teinturiers, semble-t-il. Le site de la Grande Mosquée, tout le quartier des Souks, de la rue des Andalous, seront aménagés, non pas remplacés. Les souks ont d'ailleurs déjà bénéficié cet hiver d'un rajeunissement prometteur.

Mais il faut souhaiter plus que de pouvoir admirer ici une « réserve » andalouse, îlot oriental pour touristes, perdu dans une ville américanisée. Il est des traditions de la céramique, de la tuile verte, du fer forgé, de la peinture vive, qui ont droit à se survivre. Matériaux dépaysés dans une ville nordique, ils appartiennent à l'héritage de

Tunis. Il y aurait aussi une école d'architecture à inventer chaque jour, pour prendre le relai des voûtes, des passages couverts, des patios intérieurs. On n'a pas hésité jusqu'à présent à associer les peintres, les sculpteurs, les céramistes, au jaillissement de la ville. Il faut les souhaiter de plus en plus présents à tout ce qui verra le jour, et avec eux des architectes audacieux et attentifs. Tunis moderne et Tunis antique rénovée ne peuvent être demain qu'une seule et même ville.

On rêve pour les années proches de voir substitué au pittoresque malsain des taudis et des ruelles sans soleil, le pittoresque d'une Tunis plus verte encore et plus blanche, largement aérée et toujours intime. Tunis, domaine jalousement gardé de cette foule ici qui a le secret inné de la couleur et le goût natif du jasmin. Tunis enfin elle-même.

Est-ce trop idyllique pour une capitale au bord de la Méditerranée ?

J.-L. DONEUX.

SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES :

La Société Tunisienne d'Ophtalmologie

Comme organisme officiel, cette Société est récente : elle a été fondée en décembre 1958 seulement. Mais cette naissance a été préparée par un long et riche passé. Les travaux bien connus de Nicolle, Burnet, Lumbroso, Cuénot, Nataf, avaient créé une tradition. L'importance du terrain pathologique et la valeur des spécialistes existants avaient assuré à la Tunisie une place de choix dans la recherche mondiale concernant le trachome et les infections oculaires. Les travaux de l'Institut Pasteur avaient soutenu et stimulé cette avance, dans le sens d'une méthode et la recherche d'une discipline.

Avec la création du Centre Ophtalmologique, l'atmosphère des « entretiens » entre spécialistes, auxquels se joignaient des invités de marque (tel le regretté Sourdille), provoqua tout naturellement la création de la Société. Dès son origine, elle rencontra la bienveillance active et éclairée des plus hautes autorités du pays. Sous l'impulsion dynamique de son actuel Président, le Dr Raïs, des Drs Charfi, vice-président et Ridha Mabrouk, secrétaire général, la Société pouvait passer à l'action.

Le Colloque Maghrébin qui vient de se tenir à Tunis, du 3 au 6 mai, en aura été la première et éclatante manifestation internationale. On peut dire que les réponses favorables venues de toutes parts aux invitations lancées par la Société, ont manifesté de la façon la plus claire l'intérêt que suscite là Tunisie. Quinze pays prirent part aux travaux, dans la personne de leurs spécialistes les plus renommés. Les principales Universités étaient représentées par les titulaires de leurs chaires.

La séance inaugurale fut honorée par la présence du Président de la République qui ouvrit en personne la série des discours. Après son départ, M. Ahmed Ben Salah prit la présidence et, après quelques mots de bienvenue, donna la parole au Dr Raïs. Ce dernier situa dans leur contexte le Colloque et les thèmes de travail qu'il s'était assignés; puis il émit le vœu de voir se fixer à Carthage le siège officiel de l'Association Internationale contre le Trachome (A.I.A.T.). Prirent ensuite la parole : le Professeur Berens, de New-York pour l'Amérique, le Professeur Renard (Paris) pour l'Europe, le Dr Attia (R.A.U.) et le Dr Boutaleb (Maroc) pour l'Afrique, enfin Mme Moussabekova (U.R.S.S.) pour l'Asie. Ensuite, le premier geste du Colloque

fut consacré à la visite du Centre Ophtalmologique, présenté par le Dr Nataf. Et dès le lendemain, commençaient les réunions de travail proprement dites, assidûment suivies par un brillant auditoire de spécialistes, médecins et infirmières. Il ne nous appartient évidemment pas d'en donner ici une idée sur le plan technique : trachome et kératoplastie (journée du lundi), incidences oculaires des parasitoses intestinales et techniques nouvelles d'intervention radiothérapique ou chirurgicales (mardi), etc...

En marge de ce travail, une remarquable exposition évoqua le glorieux passé de la médecine arabe, et en particulier tunisienne, notamment les œuvres de quelques-uns de ses célèbres ophtalmologues du Moyen-Age. Aux riches trésors de la Bibliothèque Nationale présentés par M. Othman Kaak, aux délicats objets d'art et manuscrits exposés par S. E. H. H. Abdulwahab, la bibliothèque de l'IBLA avait été conviée à joindre sa modeste contribution.

Il ne serait pas suffisant, pour rendre compte de ce Colloque, de mentionner le niveau scientifique hors pair auquel se situèrent communications et discussions, l'intérêt qu'y prirent directement M. Mes-sadi, Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, et M. Ahmed Ben Salah, Secrétaire d'Etat à la Santé et aux Affaires Sociales, qui participèrent à une des séances de travail et visitèrent l'exposition. Il faut insister aussi sur les liens qui s'y sont établis ou renforcés entre les Sociétés d'Ophtalmologie de tous les continents, et entre celles-ci et la Tunisie. Il faut signaler la place que le Maghreb, et singulièrement la Tunisie, tendent à prendre dans l'attention des milieux médicaux spécialisés. Si grande soit-elle dans ce traitement de faveur, la part du passé lointain et proche, est loin de tout expliquer : le présent et ses projets y ont leur large part. L'équipement hospitalier et scientifique tunisien, la situation géographique du pays, mais aussi une certaine position affective, faite d'intérêt à ses efforts et de reconnaissance pour son accueil, ont fait beaucoup en sa faveur.

En effet, quand l'attention du Gouvernement Tunisien se marqua très insistante et précise, à l'égard des maladies oculaires, en tant que fléaux sociaux — dès des discours inauguraux du Président Bourguiba et du Secrétaire d'Etat à la Santé, — elle rencontra d'emblée les préoccupations des savants participants du Colloque, qui tous insistèrent sur ce point.

Il faut aussi constater, pour finir, l'ambiance de cordialité simple et fraternelle qui, à l'intérêt des travaux, ajouta l'agrément d'une atmosphère à laquelle les éminents visiteurs se plurent à rendre hommage. Il est juste de dire qu'une excellente organisation technique et matérielle avait été mise au point par le Dr Ridha Mabrouk et ses collègues du Comité, au prix d'un dévouement de tous les instants. Le ciel tunisien et l'hospitalité, traditionnelle ici, achevèrent de gagner la partie : par cette réussite, Tunis s'est acquis des chances pour l'avenir de telles réunions.

*
**

Il n'est pas moins intéressant de constater l'action locale de cette jeune Société, qui ne se contente pas de discussions théoriques sur la pathologie oculaire, si passionnante soit-elle. Entrant dans les faits, elle n'hésite pas à déplacer son bureau et ses membres, comme ce fut le cas à Sousse, il y a deux mois. Le Secrétaire d'Etat à la Santé, comprenant l'intérêt de cette manifestation, avait tenu à présider en personne cette séance à la Maison de l'Enseignement, où s'étaient réunis les ophtalmologistes de diverses régions, et les pédiatres de Tunis. La question était d'importance puisqu'il s'agissait de faire le bilan clinique des avitaminoses. L'incidence sociale de ce problème n'échappe à personne, et on sait ce qu'elle implique de solutions constructives en faveur des éléments pauvres de la population. Non seulement, en effet, la sous-alimentation y est courante, du fait de leurs propres difficultés matérielles, mais l'ignorance relativement à la qualité des régimes alimentaires en calories et valeurs énergétiques y entretient des erreurs de nutrition qui sont souvent le germe de graves complications.

Les maladies oculaires du nourrisson y furent particulièrement étudiées car l'incidence oculaire n'y est qu'une complication grave résultant de la mauvaise nutrition.

L'idée semble féconde de provoquer ainsi la rencontre de deux disciplines dont l'intérêt converge sur les mêmes malades. On peut espérer y voir l'essai d'une meilleure organisation, plus efficace et méthodique, de l'effort de recherche.

J. C. MAGNIN.

Protection maternelle et infantile

Nous avons déjà signalé quelques-unes des récentes initiatives tunisiennes en faveur du jeune âge : Fonds de l'Enfance, Villages d'enfants, organisation de l'adoption, foyers d'enfants. Ces réalisations attestent le souci de parer aux dangers qu'une instruction insuffisante et un niveau de vie encore bas, font peser sur les premières années de la vie, dans les masses populaires. La même attention aux éléments les plus vulnérables de la population, se retrouve dans la rapide mise en place d'un réseau de Centres de « protection maternelle et infantile », (P.M.I.) que le Secrétariat d'Etat à la Santé et aux Affaires Sociales cherche à étendre à l'ensemble du territoire.

En Tunisie, l'importance des déficiences auxquelles doit parer la P.M.I. lui impose des objectifs étendus. Il n'est pas possible ici de limiter la P.M.I. à une action strictement préventive comme elle l'est dans les pays où l'équipement sanitaire est plus important. Certes,

cette action est exercée par les Centres : surveillance du développement de l'enfant, de sa courbe de poids et de son alimentation, vaccinations, tests tuberculiques, enquêtes médico-sociales dans les familles... Mais la médecine curative trouve davantage encore à s'exercer : la plupart des mères n'en sont pas au point de faire surveiller médicalement un enfant sain. Elles comprendraient encore beaucoup moins qu'on refuse de s'occuper de leur enfant au Centre sous prétexte qu'il est malade. Aussi bien, les consultations des hôpitaux ne suffiraient pas à absorber cet afflux quotidien supplémentaire. C'est donc le médecin du Centre qui examine les enfants, porte le diagnostic et indique le traitement, qui sera effectué entièrement au Centre, sauf dans le cas où l'hospitalisation aura été jugée nécessaire.

A cet ensemble de consultations et de soins, s'ajoute une autre activité très importante, à laquelle le Secrétariat d'Etat porte actuellement un intérêt tout particulier : l'éducation sanitaire. Ce sont tout d'abord des conseils et démonstrations de nutrition portant sur la diététique du nourrisson et du jeune enfant. Le point de départ de ces démonstrations est l'attribution de lait aux enfants qui en ont besoin : il faut donc montrer à leurs mères comment préparer ces laits industriels. Un chiffre montrera l'importance de cette activité : aux importantes quantités de lait fournies par l'aide internationale, le budget tunisien a ajouté, pour l'exercice actuel, un contingent de 30.000 dinars.

Mais il est très important aussi d'inculquer des notions élémentaires d'hygiène, de la façon la plus pratique et la plus concrète possible, ce qui amène à pousser l'effort éducateur jusqu'aux arts ménagers. Il semble en effet indispensable de stimuler un progrès sur ce point, en des familles où un genre de vie très simplifié risque de rendre inopérants les conseils de puériculture dispensés par le Centre.

Au sommet de ce système un Centre modèle est actuellement en cours d'installation à Tunis, dans le quartier des Monopoles : il doit ouvrir ses portes au mois d'août. Conçu pour jouer le rôle d'organisation-pilote et de dispensaire-école, il sera fortement équipé, grâce à l'aide matérielle de l'UNICEF et aux techniciens fournis par l'O.M.S. Celle-ci fournira un médecin, une sage-femme et une infirmière, pour une durée de cinq ans. Ces cadres seront doublés par du personnel tunisien, et même triplés au niveau du personnel secondaire, afin de ne confier qu'un petit nombre de stagiaires à chaque élément formateur. Tout le personnel P.M.I. de Tunisie devra, en effet, à tour de rôle, y effectuer une période de trois mois. Bien entendu, les quartiers défavorisés du Djebel-Djelloud et de ses environs seront les premiers à bénéficier de cette activité.

Des centres du même genre existent déjà : un à Tunis, un à Sfax et un autre à Sousse, où un second va bientôt entrer en activité. Entièrement indépendants des formations hospitalières, ces organismes

sont dirigés par un personnel éprouvé qui leur permet de coopérer à la formation du personnel P.M.I. de la région environnante. En effet, les promotions sortant annuellement de l'Ecole de Santé sont encore insuffisantes pour pourvoir les centres de P.M.I. en cours de création. Les Services sociaux du Secrétariat d'Etat recrutent donc des jeunes filles du niveau du certificat d'études, qui viennent à Tunis pour faire un stage à l'Ecole, comme internes, payées. Elles sont ensuite envoyées dans les Centres de leur région d'origine, où médecins et infirmières continuent leur formation sur place, quitte à les perfectionner par d'autres stages temporaires dans ces centres principaux.

Il existe ensuite dans l'Intérieur quelques établissements moins équipés. Indépendants eux aussi, ou parfois rattachés à une formation hospitalière, ils bénéficient des consultations d'un médecin attiré et d'une sage-femme. Au terme du programme en cours de réalisation, chaque région sanitaire (approximativement chaque gouvernorat) devra avoir reçu un Centre de ce type.

A la base, en principe dans chaque commune, se trouve un dispensaire spécialisé dans la P.M.I. Nombreux sont ceux qui fonctionnent déjà. En ville, ce sont des dispensaires de quartier : Tunis, par exemple, en compte quinze, dont dix sont inclus dans un établissement polyvalent; la capitale est en effet favorisée par l'existence de maternités dans les grands hôpitaux. Dans l'intérieur, ce sont des centres ruraux où une sage-femme travaille, soit à demeure, soit en se déplaçant de poste en poste, selon les circonstances. Mais dans tous les cas elle est fonctionnaire et n'est pas autorisée à faire de la clientèle privée. Précisons à ce sujet que la Tunisie a opté pour une formule qui a retenu l'intérêt de l'O.M.S. : les sages-femmes, ici, sont des infirmières qui ont reçu une formation spécialisée d'une année après l'obtention de leur diplôme d'Etat. En principe, elles travaillent donc toujours dans la mouvance directe du médecin.

Dans la formule actuelle, les sages-femmes attachées à un organisme de P.M.I. donnent leurs consultations au Centre même. Il est prévu de les charger aussi des accouchements à domicile, et des essais vont être prochainement entrepris dans un Centre pilote.

La grosse question reste, pour le moment, celle du personnel à trouver et à qualifier pour un système aussi étendu et des fonctions aussi délicates. Nous avons vu comment est résolu le problème du nombre en ce qui concerne les aides-soignantes. Mais ceux du perfectionnement et de la mentalité P.M.I. ne sont pas moins ardues. Les sages-femmes et adjointes sociales prélevées sur le personnel des hôpitaux ont à se plier à un type d'activité nouveau, où la fonction éducatrice et les préoccupations d'ordre social prennent le pas sur les préoccupations d'ordre clinique et l'esprit de la « profession libérale ». Dans ce dessein, elles suivent à l'Ecole de Santé des stages

organisés pour elles, de six mois pour la section sociale, de durée variable selon les cas pour les sages-femmes.

Une fois constituées, les équipes de P.M.I. doivent s'adapter à une tâche délicate, dont les aspects médicaux et sociaux, profondément imbriqués, diffèrent selon les milieux. On remarque souvent que le très grand nombre des enfants amenés au Centre sont justiciables de la consultation médicale; mais, l'utilité de celle-ci dépend entièrement de l'équipe à laquelle le médecin remet les cas examinés. Car il reste à déceler les antécédents; ce sont pour la plupart, des insuffisances ou des erreurs de nutrition auxquelles il faut remédier. On devine ce que cet examen suppose de longs dialogues avec la mère, de visites à domicile que l'Assistante ou Adjointe Sociale et ses aides doivent multiplier, tant pour connaître les cas que pour vérifier la mise en œuvre des conseils donnés. Il faut encore et surtout faire du neuf : de longues séances de « démonstration » collective sont donc consacrées à réaliser sous les yeux des mères une nourriture rationnelle, à la faire absorber aux enfants. Il faut du temps, par exemple, pour convaincre des méfaits d'une alimentation trop pimentée... On devra souvent aussi enseigner le tricot pour permettre aux mères d'habiller des enfants insuffisamment protégés contre le froid et l'humidité, etc.

En telle matière, la méthode d'autorité doit céder la place à la conviction obtenue à la suite des services rendus. Il faut mettre en confiance, persuader, revenir sans cesse sur des raisonnements de base. Mais ce rôle humain présuppose une administration précise, une documentation rigoureusement tenue à jour. Là où ce double travail de dévouement et de patience peut être continué sans faille, les résultats apparaissent : dans les banlieues de ville au moins, les familles sont vite gagnées à l'idée qu'une amélioration de leur mode de vie est possible et souhaitable.

Une évolution ainsi commencée dans la première enfance signifie évidemment une multitude de dangers évités pour l'avenir; on peut donc penser que la P.M.I., parce qu'elle est une action à longue échéance, est aussi le type de prévention le plus efficace et le plus économique.

Sans doute est-elle encore celui qui va le plus profond, au plan social et humain. En effet, il n'échappe à personne, dans cette vaste entreprise, que les incidences de l'effort éducatif doivent être envisagés jusque dans les zones profondes de la psychologie, de l'affectivité en particulier. Toute institution de ce genre traite avec ménagements l'environnement moral et l'enracinement spirituel des faits humains qu'elle s'efforce de mener vers un progrès : a fortiori ce respect s'impose-t-il quand il s'agit de la maternité. A leur façon, les usages d'antan, même quand ils prenaient l'allure de craintes superstitieuses, conféraient une certaine dignité à l'attente, à la naissance, aux soins du premier âge, en les sacralisant. Que deviendront, dans

l'avenir, ces gestes essentiels, qui, dans son origine, marquent profondément toute vie humaine et familiale ? Il est, certes, très heureux que les progrès d'une hygiène scientifique libèrent les esprits et les cœurs d'un conformisme trop exclusivement social, et, bien plus encore, de superstitions néfastes. Mais un authentique progrès ne saurait se cantonner dans une hygiène physique. Par le biais d'usages et de soins matériels perfectionnés, l'effort éducateur entrepris pour frayer ses voies à un progrès de la conscience personnelle : il sollicitera celle de la mère, mais atteindra aussi celles des autres membres de la famille, dont une maternité met aujourd'hui en cause tout l'équilibre matériel, moral et affectif.

Le cadre d'une existence familiale moderne est en effet plus complexe, délicat et exigeant que l'ancien. Il requiert un éveil plus lucide aux valeurs suprêmes de la vie personnelle et collective : le sens des responsabilités partagées par le couple dans la transmission de la vie, et le sens des solidarités engagées dans l'ensemble d'une société familiale moins étendue mais plus étroitement nouée, chaque personnalité interférant sans cesse dans le devenir des autres. On peut escompter que ces valeurs seront effectivement mieux comprises et effectivement plus ressenties, là où l'événement d'une maternité réussira à prendre tout son relief. L'effort éducateur que provoquent les organismes de la P.M.I. n'y aura pas été étranger.

J. G. MAGNIN.

JEUNESSE :

L'association Tunisienne des Auberges de la Jeunesse

La récente visite à Tunis de M. Bradley, Président de la Fédération Internationale des Auberges de la Jeunesse, a attiré l'attention sur l'Association Tunisienne des Auberges de la Jeunesse qui est l'un des mouvements de jeunesse les plus actifs du pays. Fondée le 9 juin 1957, cette Association fut affiliée en août 1958 à la Fédération Internationale. Elle poursuit les buts suivants :

- 1° l'organisation et la gestion d'un réseau de refuges, relais et auberges sur tout le territoire tunisien;
- 2° la pratique de l'Ajisme, telle qu'elle est définie par les règlements de la Fédération Internationale des Auberges de la Jeunesse;
- 3° la réception des caravanes étrangères et l'organisation de leur séjour en Tunisie;
- 4° la création de contacts entre les jeunes Tunisiens et ceux de tous les autres pays, dans un but de mutuelle compréhension humaine

Ouverte à tous les jeunes gens et jeunes filles âgés d'au moins 17 ans, sans distinction de race, de nationalité, ni de religion, l'Association Tunisienne des Auberges de la Jeunesse réalise ses objectifs par de très nombreuses activités, tant sur le territoire tunisien que dans les pays étrangers. Sur le plan local, elle organise des visites, des excursions, des camps et des caravanes, dirigés par d'anciens stagiaires de l'Ecole Nationale de Formation de Cadres de Bir el Bey. Elle anime diverses activités culturelles : conférences, manifestations artistiques, projections cinématographiques. Elle reçoit enfin des caravanes étrangères et organise leur séjour en Tunisie. D'autre part, l'Association envoie des caravanes dans les pays étrangers et s'efforce de multiplier les rencontres avec les jeunes de toutes nationalités.

Il nous est impossible de citer en détail, dans les limites de cette chronique, toutes les réalisations de l'Association durant cette année. Qu'il nous suffise de relever dans le Rapport Moral de la saison 1957-1958 quelques-unes de ces activités : sept caravanes ont quitté le pays, l'été dernier, pour aller en Belgique visiter la Foire Exposition Internationale de Bruxelles. Six d'entre elles ont participé au Rallye Ajiste de Diest du 11 au 17 août 1958 : les itinéraires choisis ont permis aux jeunes Tunisiens de visiter plusieurs grandes villes de France, d'Italie, de Suisse, d'Allemagne et d'Autriche. D'autre part, les Auberges Tunisiennes ont reçu et hébergé plusieurs groupes de jeunes séjournant en

Tunisie : universitaires français, sportifs autrichiens, touristes suisses et belges, ajistes isolés venus de France, d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, de Scandinavie, d'Allemagne, d'Italie, d'Indonésie, etc... Le Comité local de Tunis a organisé des excursions à Bizerte, Kairouan, Zaghuan, Korbous, Nabeul, Mahdia, Sousse, etc..., un stage de chant folklorique dirigé par un instructeur du Conservatoire de Musique Tunisienne, un stage de danse folklorique, dirigé par un instructeur de la Radiodiffusion Nationale, un débat sur le sujet « *Jeunesse et loisirs* » avec Mme Fathia Mzali, directrice de l'Ecole Normale d'Institutrices, M. Mahjoub Ben Milad, directeur de l'Ecole Normale d'Instituteurs, et M. Camilleri, professeur de philosophie. Ce ne sont là que quelques exemples, parmi d'autres, des activités de l'année.

Il est inutile de souligner l'intérêt que présentent pour la Tunisie de telles initiatives : au moment où le pays connaît une profonde et rapide évolution, de tels échanges internationaux contribuent largement à ouvrir l'esprit et à élargir les horizons de la « nouvelle vague » tunisienne. Il convient de noter ici le dévouement et la valeur des cadres qui animent l'Association Tunisienne des Auberges de la Jeunesse. Les contacts qu'il nous a été donné d'avoir avec les responsables du mouvement à Tunis, nous ont toujours laissé la meilleure impression, et l'on ne peut que souscrire au jugement hautement autorisé de M. Bradley, Président de la Fédération Internationale des Auberges, qui tint à souligner, lors de son séjour à Tunis, combien il avait été heureux de trouver ici un Ajisme de qualité.

L'Association Tunisienne des Auberges de la Jeunesse s'est rapidement développée : au 2 décembre 1957, elle comptait 370 adhérents. En septembre 1958, l'effectif atteignait 1.569 adhérents, dont 141 Européens vivant en Tunisie (Français, Italiens, Maltais), chiffre relativement important, si l'on considère que les étrangers représentent environ un vingtième de la population de Tunisie. Les responsables de l'Association souhaitent que les Européens viennent toujours plus nombreux se joindre aux jeunes Tunisiens dans le mouvement pour que se développe, entre tous les jeunes vivant en Tunisie, une meilleure compréhension mutuelle. Ils s'efforcent d'autre part d'attirer à l'Ajisme un nombre toujours croissant de jeunes Tunisiens et Tunisiennes. Actuellement les effectifs du mouvement atteignent 2.000 adhérents (étudiants, fonctionnaires, employés, ouvriers), dont 10 % de filles.

Ce dernier pourcentage peut paraître faible : il s'explique facilement quand on le situe dans le contexte social tunisien. Jusqu'à ces toutes dernières années, les jeunes filles étaient pratiquement absentes de la vie étudiante, professionnelle, culturelle. C'est seulement depuis l'Indépendance qu'un profond changement est intervenu dans ce domaine. Aujourd'hui, les jeunes filles tunisiennes travaillent et viennent de plus en plus nombreuses participer aux conférences, aux séances de ciné-clubs, aux excursions, etc... Certes, un long che-

min reste à parcourir pour que la jeune fille tunisienne trouve vraiment sa place dans la société, et qu'un nouvel équilibre s'établisse, au-delà d'une crise profonde des mentalités et des structures. Mais, les efforts actuellement réalisés par les divers mouvements de jeunesse contribuent, dans une large mesure, à créer les conditions les plus favorables à cette évolution.

Michel LELONG.